

# Stratégie vs morale

Pourquoi “avoir raison” ne suffit jamais

Dans tout projet d'émancipation nationale, la tentation morale est forte. Il est facile de démontrer que l'indépendance du Québec est légitime, qu'elle s'appuie sur l'histoire, le droit et une volonté collective persistante. Cette démonstration est nécessaire, mais elle crée souvent une illusion dangereuse. Celle que la justesse d'une cause suffirait à la faire advenir. Or l'histoire politique montre autre chose. Les États ne naissent pas parce qu'un peuple a raison, mais parce qu'il est prêt.



Le débat public québécois s'est longtemps structuré autour de la dénonciation. Dénonciation des blocages constitutionnels, du déséquilibre fiscal, de l'effacement culturel, de l'asymétrie du pouvoir réel. Ces constats sont fondés et largement documentés. Pourtant, leur répétition n'a pas produit de rupture décisive. Non par manque de validité, mais parce qu'un diagnostic, aussi juste soit-il, ne remplace pas une capacité d'action.

Construire un État exige de penser en termes de continuité autant que de rupture. Il faut être en mesure de répondre à des questions concrètes avant même que l'indépendance ne soit proclamée. Qui administre, selon quelles règles, avec quels outils et quelles marges de manœuvre. Comment sont sécurisés les revenus, les services essentiels, la légitimité juridique et la stabilité sociale. Ces éléments ne relèvent pas de l'idéologie, mais de la préparation.

L'erreur fréquente consiste à croire que ces questions viendront après. En réalité, elles conditionnent l'adhésion populaire. Un peuple n'accorde pas sa confiance sur la base d'une indignation, mais sur la perception qu'un projet est maîtrisé. La souveraineté n'est pas un saut dans le vide moralement justifié, c'est un transfert de responsabilités qui doit sembler plus rassurant que l'ordre existant.

Cela impose un changement de posture. Passer du plaidoyer à l'architecture, du récit à l'ingénierie politique. Non pour renier les principes, mais pour leur donner un corps. L'indépendance cesse alors d'être une opinion ou un geste identitaire pour devenir une solution institutionnelle.

Dans cette perspective, le Parti Québécois et son Livre bleu devraient être assumés pleinement comme des outils de mise en œuvre et non comme des plans conditionnels à un événement futur. Un gouvernement indépendantiste élu dispose déjà d'un mandat politique clair quant à son intention de faire du Québec un pays. Plutôt que de placer un référendum au centre de l'équation, il serait plus cohérent d'utiliser l'élection comme moment décisif, puis d'amorcer immédiatement la construction des institutions régaliennes manquantes. Diplomatie, défense, fiscalité complète, citoyenneté, continuité juridique et contrôle administratif devraient être développés en amont, afin que l'indépendance cesse d'être un projet suspendu et devienne un processus en cours. C'est par cette logique d'État en construction, et non par l'attente d'une validation additionnelle, que le projet gagne en solidité politique et en crédibilité opérationnelle.

Louis-Martin Carrière